

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19261 - 74ÈME ANNÉE

Fondations de la digue déjà fragilisées plusieurs années avant la fin des travaux

Route en mer : urgence d'expertiser les autres propositions

Une centaine d'acropodes se sont déjà brisés, alors que ces blocs de plus de 20 tonnes sont les fondations de la route-digue à l'entrée de Saint-Denis, et du projet de digue entre la Grande-Chaloupe et La Possession. Cela souligne combien l'achèvement de la route en mer est compromis car il existe bien un doute sérieux quant à la fiabilité du projet prévu. Cela souligne donc l'importance d'arrêter dès maintenant le gaspillage, et d'expertiser les propositions pour un projet alternatif afin que la liaison entre Saint-Denis et La Possession soit sécurisée. Il ne faut pas que les générations futures paient le prix fort d'un entêtement bien mal placé.

Dans son édition d'hier, le «JIR» annonce une nouvelle capitale au sujet du chantier de la route en mer. Une centaine d'acropodes se sont déjà brisés, alors que ces blocs de plus de 20 tonnes sont considérées comme la fondation de la digue située à l'entrée de Saint-Denis. L'alerte est sérieuse, et sans attendre la recherche de la cause, l'entreprise a entrepris de remplacer les acropodes défectueux. Selon notre confrère, «le coût de remplacement d'un accropode reviendrait à 100 000 euros l'unité en raison du grand nombre de blocs de 26 tonnes sains à déplacer pour l'atteindre. Ce qui fait un coût d'environ 10 millions d'euros». Après ce premier recensement dé-

nombrant une centaine de blocs déjà bons à remplacer sur une section de quelques centaines de mètres, faut-il s'attendre à d'autres découvertes de ce type ? Ces acropodes sont la première ligne de défense fasse aux attaques incessantes de la houle. S'ils cèdent, alors c'est un ouvrage fragilisé, et par conséquent dangereux pour la sécurité des usagers potentiels de la demi-route en mer actuellement en chantier entre Saint-Denis et La Possession. Dans ces conditions, pourquoi continuer à s'entêter à vouloir défier la mer sans qu'une expertise technique et financière n'ait été réalisée comme il se doit pour tout chantier de cette importance.

L'annonce d'une telle nouvelle intervient quasi-simultanément avec le lancement d'une enquête publique visant à l'ouverture d'une méga-carrière à Bellevue. Tout comme à Bois-Blanc, la justification invoquée par la Région et l'État de tels projets, c'est d'avoir les matériaux nécessaires à la poursuite du chantier de la route en mer. Comme peuvent le constater chaque jour les dizaines de milliers d'automobilistes qui circulent sur la route du littoral, la partie en digue entre la Grande-Chaloupe et La Possession est bien loin d'être achevée. Et pour cause : les promoteurs du projet ont lancé le chantier sans avoir la certitude d'avoir les matériaux nécessaires à son achèvement à

leur disposition.

Pourquoi s'entêter à ouvrir des carrières ?

Il en résulte ces passages en force pour arriver à ouvrir des méga-carrières à marche forcé, en dépit de la santé des milliers de Réunionnais concernés par les nuisances de telles exploitations, situées à des dizaines de kilomètres du chantier qu'elle sont censées approvisionner.

Or, la découverte de la fragilité d'une centaine d'acropodes pousse à remettre tout à plat. En effet, si un doute existe au sujet de la fiabilité des fondations de la digue de la route en mer, c'est tout cet édifice qui est menacé de s'écrouler. Il est donc urgent d'arrêter ce gaspillage au plus vite et d'envisager dès à présent une quatrième alternative pour régler définitivement la sécurisation de l'itinéraire entre Saint-Denis et La Possession. Cela signifie par conséquent renoncer à exploiter ces carrières.

Des partis politiques et des associations travaillent dans ce domaine, il est essentiel d'expertiser les solutions alternatives qui sont proposées afin de sortir d'une crise qui dure depuis plus de 50 ans, depuis la décision de remplacer le chemin de fer par une route du littoral.

M.M.

Quand l'assimilation impose une géographie déconnectée de la réalité

Semaine des langues vivantes : où sont les langues des voisins des Réunionnais ?



Les langues de nos voisins ne sont pas mises en valeur dans le système éducatif. Les Réunionnais ont-ils le choix ?

La Semaine des langues vivantes vient une nouvelle fois illustrer le poids de l'assimilation à La Réunion, avec la mise en valeur de langue de pays situés en Europe plutôt que celles de nos voisins.

Depuis lundi, c'est la Semaine des langues vivantes dans des écoles de La Réunion. À la lecture des langues mises en valeur, il semblerait que La Réunion soit un pays situé dans l'hémisphère Nord, et plus précisément en Europe. En effet, à l'exception du chinois, les langues qui font l'objet de la plus grande attention sont l'anglais, l'allemand, l'espagnol et l'italien. Pour la France, ceci se comprend.

Ce pays partage en effet une frontière terrestre avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, tandis que la Grande-Bretagne peut être atteinte en passant dans un tunnel. Mais pour La Réunion, la géographie montre que ces plus proches voisins ne sont pas l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie distantes de plusieurs milliers de kilomètres mais Maurice, Madagascar, les Comores, le Mozambique, la Tanzanie, les Seychelles et l'Afrique du Sud notamment.

Si les valorisations de l'anglais, devenue une langue internationale des échanges, et du chinois, langue la plus parlée au monde et qui est celle de la future première

puissance économique mondiale, peuvent se justifier, comment expliquer que les langues des voisins des Réunionnais ne soient pas à l'honneur ?

C'est d'autant plus dommage que les enfants qui sont aujourd'hui à l'école connaîtront Madagascar et le Mozambique avec près de 100 millions d'habitants, la Tanzanie qui arrivera à près de 300 millions d'habitants. Les langues maternelles et officielles de ces pays sont notamment le français, le malgache, le portugais, les créoles mauricien et seychellois, ainsi le swahili. Ce sont donc des langues d'avenir. Le français est bien présent à La Réunion, il est même la langue d'enseignement. Mais pour les autres langues de nos voisins, peut-on se contenter d'invoquer la question du manque de demande des parents pour ne pas créer les filières d'apprentissage de ces langues ? Pourquoi n'existe-t-il pas des campagnes de promotion de la connaissance de ces langues ? N'est-il pas temps de prendre en compte la réalité géographique de La Réunion ?

M.M.

In kozman pou la rout

« Sak néna néna mèm, sak na poin na poin mèm »

A la destiné ! Sa sé in n'afèr an kite ta bouète sa ! Si ou lé né pou ète pov, ou i rès pov. Si ou lé né pou an avoir lo moyin, ou néna lé moyin. An touléka sé sak moin téi kroi ziska k'in zour. Ziska k'in zour moin la pans in formil-kaziman in formil rolijyé-I di : volèr i prospèr pa ! Mé i di galman la propriété sé lo vol. Alor lakèl lé vré ? Inn konm l'ot lé vré. Moin na konésans in bann rishar la baz zot rishèss dsi l'do demoun o flan. I paré isi mèm La Rényon néna désèrtin la sign kontra vyajé avèk demoun vyé, vyé épi malad é la di banna : moin va pèye azot loiyé, mon fanm va fé la tizane, mon fiy va lir dé shoz pou zot. Na in n'afèr la obliyé la dan zot la bliyé sé dir kisa va donn in bon bouyon d'onzèr. Sak i aksèlèr travaye la mor. Alor, kan la komans prèss lo mouvman pou inn, la prèss lo mouvman pou dé, pou troi, pou kate ziska ké lo propriété i grandi, i grandi, i sort la mèr pou trap la montagn. Mésa ki koné pa bien fé l'afèr ? Bin zot i artonm dann promyé shomin : né o flan, ou i mor o flan. Alé ! Mi kite azort rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Macron dans l'œil du cyclone

La première manifestation des Gilets Jaunes a eu lieu le 17 novembre 2018. A La Réunion, en 48 heures, tout était paralysé et les magasins pris d'assaut. Dans une semaine cela fera 4 mois que le Président de la République et son gouvernement n'arrivent pas à dégager une plateforme capable de rassembler une majorité en faveur d'une sortie de crise.

Un tel mouvement social de protestation est exceptionnel par son ampleur, sa durée et ses conséquences. En réponse, les autorités ont usé et abusé de la violence policière. Le nombre de personnes qui ont perdu un œil montre qu'une consigne précise a été donnée. Des images d'une violence inouïe ont fait le tour du monde au point que la France a perdu le label de la Liberté et de la Fraternité. Même l'ONU a dû faire un rappel à l'ordre à la France. C'est du jamais vu !

Cette semaine, on voit le Premier ministre monter au créneau afin de préparer le terrain aux annonces du Président suite au Grand Débat. Le test est cousu de fil blanc et les premières restitutions sont loin des attentes de la population. Le PCF a raison de noter que la démocratie manque à la liste du gouvernement. Pourtant, c'est bien l'absence de considération des citoyens qui a conduit à cette situation de non retour. Le RIC (référendum d'initiative citoyenne) était la revendication la plus partagée.

Après les Européennes, Macron fera un déplacement à La Réunion. Qu'attend-il du peuple réunionnais ? Que peuvent attendre les Réunionnais de cette visite ? C'est à La Réunion que la crise a été la plus profonde et qu'il a même fallu décréter le "couvre-feu". Il n'y avait rien d'équivalent en France. Le contraste, c'est qu'un mois avant, Madame Girardin avait effectué une visite ministérielle très cool. Le PCR avait une analyse différente de ce "cooling attitude" et avait sollicité un rendez-vous à la Ministre. Yvan Dejean et moi-même avons remis à son conseiller "une note" en Préfecture, le dimanche 20 octobre.

Nous avons expliqué que ce calme n'était qu'illusion. La situation nécessite une prise de conscience de tous les acteurs et un traitement circonstancié des urgences. Une visite parisienne supplémentaire ne changera rien. En effet, nous sommes dans l'œil du cyclone depuis un bon moment. Le phénomène ne peut pas se résorber seul. Les Réunionnaises et Réunionnais doivent agir de concert et anticiper le pire.

Ary

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Nout doub libérasyon ? Nout doub libérasyon plus !

Eskiz amoin si mi répète la mèm shoz ké dabitid. Eskiz mon pardon ! Moin la touzour di, dann nout program, néna dé sort libérasyon : inn ni apèl la libérasyon sosyal é l'ot i apèl la libérasyon nout nasyon. Inn i va pa san l'ot zot va dir amoin...i va san dir-konm in pé i di-mé lé proférab di kant mèm.

Pou kosa mi di sa ?

Pars mi antan souvan dé foi demoun l'aprè di : moin lé kont l'otonomi, mé moin lé pou légalité bann droi avèk La Frans (in pé va di la métropol, moin non sof si i di la métropol kolonyal...). Si ou lé kont l'otonomi, kont la responsabilité pou bann rényoné ou lé pou lo sistèm néokolonyal konm li lé, pétète in pé rotoushé dann lo détaye mé pa plis.

Anplis ké sa :

Pou arzouté si ou lé kont l'otonomi sa i amenn aou a raprosh aou avèk lo dominèr kolonyal donk partaz tout son bann poinn vizé bann partizan la libérasyon nout péi épi la libérasyon nout sosyété i vé pa é san pour san. Sa la pa in l'invansyon d'mon par mé in léspèryans nout pèp la viv dann tout la pèryod inn bann lété okipé pou lite kont nout domnn lotonomi.

Alor arête parl anou gosh avèk droit :

Pars néna in pé i prézant azot konm partizan patant la gosh, ankarté in parti l'ot koté la mèr, mé anparl pa zot la libérasyon nout nasyon, anparl pa zot non pli nout libérasyon kulturèl é pou nou sa sé in n'afèr ni pé pa pass dossi. Konbien i di zot lé d'gosh mè zot i lèv pa lo pti doi pou bann zidé fors nout parti kominis rényoné.

In sinp zafèr, in zafèr lojik konm rosantr anou dsi loséan indien, landroi ni lé, landroi ni viv, landroi ni doi fé nout l'avnir ébin sa i done in pé bouton. I fo dir souvan défoi zot lé an bénéfis dann nout sosyét é inégal é pou arien dann lo mond zot lé paré pou ronons zot privilèj.

La pan out ka, pars ni vé not doub libérasyon é si mi pé arzout in n'afèr : nout doub libérasyon plus !

Justin